ILS ONT MANIFESTÉ DANS UNE QUARANTAINE DE WILAYAS

Les gardes communaux ne désarment pas

Après les marches de Bouira, Béjaïa et Tizi-Ouzou, lundi 10 mars 2013, les gardes communaux sont passés à la vitesse supérieure en organisant, hier, des sit-in pacifiques, au niveau de 43 wilayas du pays. Toutes les tentatives du gouvernement Sellal, pour les amadouer se sont avérées vaines.

C'est qu'une conscience politique collective semble s'être emparée, tout d'un coup, de ceux qui ont longtemps combattu le terrorisme pour refuser des «solutions conjoncturelles», le temps d'une campagne électorale. Tout en dénonçant et se démarquant du groupe qui s'est dépêché chez le Premier ministre pour signer un traité qu'ils rejettent en bloc, ils affirment maintenir leur position : non à un quatrième mandat d'Abdelaziz Bouteflika.

Les gardes communaux persistent et signent : «Nous soupçonnons un deal entre les terroristes criminels de la décennie noire et la mafia politico-financière qui veulent aller vers une amnistie générale.»

Une chose est certaine, les gardes communaux n'accepteront jamais que leur dossier soit régi par la même loi que celle définissant le statut des terroristes repentis, à savoir la réconciliation nationale.

BÉJAÏA

La mobilisation ne faiblit pas

La mobilisation des gardes communaux ne faiblit pas à Béjaïa. A l'appel de la Coordination nationale, plusieurs centaines de gardes communaux ont réinvesti, à l'instar des autres wilayas du pays, le chemin de la protestation, à travers une marche et un rassemblement observé devant le siège de la Wilaya pour réitérer leurs revendications socioprofessionnelles et exprimer leur opposition à un quatrième mandat de Bouteflika.

Les manifestants qui ont sillonné les principales artères de la ville de Béjaïa ont scandé des slogans hostiles au quatrième mandat de l'actuel président, Bouteflika. «15 ans barakat», a été repris à tue-tête par des gardes communaux protestataires.

«La Garde communale est marginalisée, méprisée par ce système politique pourri. Aujourd'hui nous disons 15 ans barakat, on est pour une deuxième République et pour un changement pacifique du système politique en place depuis 1962 en faveur d'un véritable Etat de droit, Bouteflika doit partir, il ne faut pas transformer El Mouradia en un hospice de vieux», explose Djamel Tahanouti, porte-parole de la coordination de Béjaïa. Et d'ajouter :«On a pris les armes pour faire barrage au projet politique islamiste et sauver la République du chaos et aujourd'hui on veut mettre dans le même bord les défenseurs de la République et ses fossoyeurs», fulmine le porte-parole de la coordination de la Garde communale de Béjaïa. Son camarade, Rachid Boumeraou, chargé de la communication de la Garde communale de Béjaïa, abonde dans le même sens pour réitérer l'exigence majeure de leur mouvement, à savoir «un statut et la reconnaissance des sacrifices des éléments de la Garde communale qui compte près de 4 600 martyrs dans leur combat contre le terrorisme».

A. Kersani

LES GARDES COMMUNAUX DE BOUMERDÈS OBSERVENT UN SIT-IN OUVERT ET DÉNONCENT

«Les gens qui ont signé avec le Premier ministre ne nous représentent pas»

Des dizaines de gardes communaux de la wilaya de Boumerdès, organisés dans une coordination locale, observent, depuis hier matin, un sit-in ouvert devant le siège de la Wilaya de Boumerdès.

«Nous ne quitterons les lieux que sur instructions de nos responsables nationaux», affirme Mohamed B., le coordinateur de la wilaya. Les protestataires sont porteurs d'une lettre qu'ils veulent remettre au wali.

Dans cette missive, les gardes communaux protestataires «rejettent» les mesures prises le 9 mars 2014 par le Premier ministre. Ils dénient par ailleurs la qualité des représentants des gardes communaux à ceux qui ont apposé leurs signatures dans cet accord signé avec le Premier ministre. «Ils ne représentent que leurs personnes».

Sur le plan politique, les protestataires affirment «que des parties au sein du gouvernement manœuvrent pour donner un caractère partisan au dossier des gardes communaux». «Nous sommes une partie des services de sécurité qui continuent leur lutte contre le terrorisme.»

Les rédacteurs de la missive rappellent cette donnée pour affirmer plus loin que leur corps ne saurait être recensé, ni dans une organisation syndicale, ni patronale, encore moins à vocation politique.

Abachi L.

AÏN DEFLA

Les interlocuteurs de Sellal dénoncés

Sur les 4 600 gardes communaux qui ont exercé durant des années sur le territoire de la wilaya, un millier d'entre eux se sont rassemblés dès le début de la matinée d'hier, d'abord sur les deux côtés du boulevard Emir-Abdelkader, puis se sont regroupés sur l'esplanade faisant face au siège de la Wilaya.

Ce rassemblement, nous a-t-on dit, c'est pour «remettre en cause la gestion du dossier de nos revendications et dénoncer avec vigueur les pourparlers qu'a engagés le ministère de tutelle avec une partie qui ne nous représente pas, la partie qui a été convoquée». Selon le communiqué que les organisateurs ont fait circuler, les contestaires affirment n'avoir pas de lien avec le groupe avec qui le ministère a engagé les discussions le 9 mars dernier et soutiennent que «ces personnes ne représentent qu'elles mêmes». Par ailleurs, ajoute le communiqué, «pour ce qui est de certaines allégations et de déclarations mensongères de la part de certains courants politiques au sein du gouvernement qui tentent de faire de notre mouvement de contestation un terrain d'exécution de leurs desseins en lui donnant une couleur politique partisane, nous ne reconnaissons que Hakim Chouaib et son comité qui ont le droit de dialoguer avec le ministère de l'Intérieur.»

De plus, le communiqué trouve que «ce qui a paru dans les colonnes de certains journaux nous faisant dire que nous sommes contre un éventuel 4e mandat à la magistrature suprême, ces déclarations n'émanent ni des 96 000 gardes communaux ni des 48 wilayas», et réaffirme «nous n'appartenons à aucun courant politique ni à une quelconque organisation syndicale ou autre patronat», tout comme on rappelle que «la mission du corps des gardes communaux est et restera la sauvegarde du pays, des biens et des personnes comme il l'a prouvé dans sa lutte contre le terrorisme durant de longues années au prix de la vie de milliers d'entre nous». Evoquant la date de la tenue de la prochaine rencontre du ministre avec les représentants des gardes communaux, réunion fixée au 31 mars prochain, on indique que «par là le ministère temporise et cherche à gagner du temps». Le rassemblement s'est dispersé, dans le calme, en milieu de journée, sans qu'aucun incident n'ait été signalé. La présence policière s'est faite très discrète et on n'a aperçu aucun dispositif renforcé, bien que le rassemblement ait été tenu juste à proximité du siège de la Sûreté de wilaya.

Karim O.

BOUIRA

La pression maintenue

Finalement, toutes les tentatives faites, ces derniers jours, pour venir à bout de la dynamique enclenchée par la Coordination des gardes communaux à l'échelle nationale ont été vaines et les quelques membres qui avaient essayé de dévier cette structure de sa trajectoire logique, dans l'espoir de l'amarrer au pouvoir, ont échoué.

Hier mercredi, les rassemblements, il y avait selon le porte-parole de la Coordination, 43 sit-in à l'échelle nationale, auxquels a appelé la Coordination nationale des gardes communaux, ont presque tous tourné à des meetings d'explication des objectifs de cette structure et ses principales positions politiques à l'orée de l'élection présidentielle qui se profile à l'horizon. Aussi, à Bouira, les quelques rares membres qui avaient essayé, dès la matinée de dénoncer la position faite par les représentants nationaux de cette coordination, concernant le rejet du 4e mandat de Bouteflika, ou encore le rejet de l'élection présidentielle du 17 avril, ont été désavoués par la majorité des gardes communaux présents qui ont tenu, par la voie de leur porte-parole, Aliouat Lahlou qui est l'adjoint du président de la Coordination nationale, à réitérer leur position concernant cette élection présidentielle.

«Oui, nous le disons et le redisons, de même que nous avons soutenu corps et âme, les trois premiers mandats de Bouteflika, sans qu'il nous fasse quoi que ce soit de positif, de même nous disons aujourd'hui, non au 4e mandat. Maintenant pour le vote, chacun de nous est libre d'aller ou de ne pas aller voter le 17 avril prochain pour le candidat de son choix.

Ce qui est certain, c'est que pour nous, ce pouvoir est disqualifié et nous n'attendons rien de lui», dira Aliouat Lahlou devant un parterre de journalistes en marge de ce rassemblement devant le siège de la wilaya de Bouira. Un rassemblement qui a duré plusieurs heures, avant de se transformer finalement, malgré les réticences de certains gardes communaux qui ont peur pour leurs postes, en une marche.

Aussi, c'était vers 13 heures que la marche a eu enfin lieu, depuis le siège de la wilaya puis le boulevard Zighout-Youcef, puis celui de la cour, puis l'ancienne gare routière, avant de retourner vers le siège de la wilaya.

Tout au long de ce parcours de plusieurs kilomètres et qui a duré près d'une heure, les centaines de marcheurs scandaient des mots d'ordre hostiles au pouvoir tels que «Pouvoir assassin», «Ya Sellal, ya Sellal, Rana djayin Ledzaier», (Sellal, nous allons venir à Alger), «Ulac smah ulac», «Serraqin, serraqin, ou qoulou wataniyin» (Voleurs et ils se disent nationalistes), «Djibou Chakib Khalil», etc.

Après cette marche, les gardes communaux se sont donné rendez-vous, avant de se disperser, pour une grande marche à Alger pour le 19 mars prochain. Pendant leur sit-in de la matinée, plusieurs délégués des communes ont pris la parole pour dénoncer le pseudo-dialogue lancé par Sellal le lundi dernier, et accepté par certains énergumènes, avant de rappeler l'exigence essentielle de la coordination, à savoir «la reconnaissance officielle des sacrifices de la garde communale pour la sauvegarde de la République et la prise en charge réelle de la plateforme de revendications».

De même, qu'a été officiellement installé au niveau de la wilaya de Bouira, le bureau local du Front national de la décennie noire dont la création à l'échelle nationale remonte à plus d'un mois.

Ce front présidé par Ben Bessa Ali, regroupe, «outre les gardes communaux, les patriotes, les groupes de légitime défense ou GLD, les victimes du terrorisme, et toutes les franges de la société qui étaient aux côtés des services de sécurité contre les terroristes durant la décennie noire», rappelle-t-on.

Y. Y.

UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU

Rassemblement des étudiants anti-4e mandat

Plusieurs dizaines d'étudiants de l'Université de Tizi-Ouzou se sont rassemblés dans la matinée d'hier, devant le portail du campus Hasnaoua.

Cette nouvelle action de protestation des étudiants de l'UMMTO, qui ont répondu à l'appel du Mped, mouvement des étudiants démocrates, est venue après celle organisée la semaine dernière à travers laquelle ils ont exprimé leur refus du 4e mandat de Bouteflika. La même position qui a été réitérée, hier, a été assortie d'une autre revendication des étudiants qui demandent le départ de tout le système politique en place, à qui il est reproché d'avoir empêché l'aboutissement des idéaux consacrés par la Révolution de novembre. «Un demi-siècle après l'indépendance, le peuple algérien n'arrive pas à accomplir les idéaux d'une révolution confisquée», lit-on sur la déclaration des étudiants. «Système dégage, la jeunesse s'engage», peut-on lire encore sur une banderole déployée par les manifestants qui s'insurgent : «Combien de générations faut-il encore sacrifier», et rappellent la succession d'événements sanglants vécus par le peuple algérien depuis ceux de l'été 1962, en passant par ceux de 1980, de 1988 jusqu'à la violence subie durant la décennie noire.

Et de constater «l'impasse actuelle d'un régime» qui se régénère, adossé à une clientèle, grâce à une succession de fraudes électorales et la rente pétrolière, selon les termes de la déclaration des étudiants du Mped qui, tout en se promettant de lutter pour le changement et la démocratie, dénoncent «la situation chaotique dans laquelle patauge la nation». Signalons que les services de sécurité se sont positionnés en grand nombre autour du lieu du rassemblement, sans toutefois intervenir ni tenter de l'empêcher.

S. A. M.